

SALON DE L'AGRICULTURE : DES ABEILLES MORTES POUR DÉNONCER LES PESTICIDES

L'extinction des abeilles est l'une des plus grandes menaces écologiques de notre temps. Les pollinisateurs sont essentiels à la reproduction des espèces végétales, base de toute la chaîne alimentaire. La réduction massive des populations d'abeilles est une alerte rouge pour les cycles du vivant.

Pourtant, le mardi 28 janvier 2025, un projet de loi intitulé **«Lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur»** a été adopté par tous les sénateurs macronistes, LR et RN. Cette loi est un recul immense pour le vivant, la santé publique, l'agriculture et la démocratie. *Ce texte porté par le Sénateur LR Laurent Duplomb, qui était président de la FNSEA en Haute-Loire et membre du conseil de surveillance de Candia, un géant de l'industrie laitière, comprend une batterie de mesures donnant les pleins pouvoirs à l'agro-industrie.* On y trouve le soutien aux méga-bassines, l'autorisation de drones pulvérisateurs de pesticides, la facilitation d'implantation d'élevage intensif, la limitation des moyens de contrôle des grosses exploitations...

Et parmi cette liste de mesures criminelles, la loi Duplomb organise le grand retour des néonicotinoïdes, ces terribles insecticides tueurs d'abeilles, interdits depuis 2018 après des années de lutte.

Les syndicats apicoles, qui fabriquent le miel, sont vent debout devant cette ré-autorisation qui les mène droit dans le mur. Ainsi, le 1er février, un collectif d'apiculteurs avaient construit «mur de la honte» devant la permanence du Sénateur Duplomb.

Ce vendredi 28 février, nouvelle action coup de poing, au sein même du Salon de l'agriculture cette fois. Des syndicalistes de la Confédération paysanne ont vidé des sacs d'abeilles mortes sur le stand de Phyteis, le lobby des pesticides, au Salon de l'agriculture. Une façon de montrer aux yeux de tous les ravages des néonicotinoïdes sur les

pollinisateurs, et de ramener un exemple de ravages environnementaux directement à ses responsables.

Lors de cette action, des autocollants «Les abeilles ont Duplomb dans l'aile» ont été collés sur le stand de la firme de produits toxiques. **«On n'a pas besoin de pesticides, on a besoin de revenus et d'accompagnement pour en sortir»** s'est exclamé un paysan au micro lors de cette action, avant d'être stoppé par des agents de sécurité. Les syndicalistes paysans ont été «encerclés brutalement» et chassés, alors que ***deux apicultrices ont été molestées par des policiers***. *Les autorités font preuve de beaucoup plus de douceur à l'égard des agriculteurs de la FNSEA quand ils saccagent des préfectures. Le lobby des pesticides a même osé parler d'une «action violente» à l'égard de la Confédération Paysanne, alors qu'il n'y a pas eu la moindre dégradation.*

Le gouvernement Macron tente de réintroduire les pesticides tueurs d'abeilles depuis des années. Le Monde révélait en avril 2023 une note interne de la direction de l'OFB – l'Office de Protection de la Biodiversité – qui ***demandait à ses inspecteurs et inspectrices de ne pas mener de contrôle concernant l'usage de pesticides dans l'arboriculture***, culture qui utilise le plus de produits chimiques. Un traitement de faveur initié par le Ministère de l'agriculture de l'époque, très lié aux intérêts de l'agro-industrie. ***Même un procureur chargé des affaires liées à l'environnement s'indignait dans Le Monde «Que l'organisme dont la mission est de protéger l'environnement demande à ses services de ne pas effectuer de contrôles»***. Dans le régime actuel, tout est systématiquement inversé, même un magistrat s'en rend compte.

La France est le troisième pays d'Europe à autoriser le plus grand nombre de pesticides, selon une étude de l'ONG Générations futures, et les mesures de qualité de l'eau potable sont de plus en plus alarmantes.